Manas : finances de la commune

Commune · Drôme (26) · 186 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Manas affichait un encours de dette de 191 k€, soit 1 027 € par habitant, une épargne brute égale à 24,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 5,6 ans.

Dette par habitant
1 027 €
191 k€ au total

Capacité de désendettement
5,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
24,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
550 € / hab.
102 k€ au total

Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	550 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	22,5 %	124 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	24,9 %	182 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 027 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	430 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	497 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 23 k€ en 2018 à 191 k€ en 2025 (+727,3 %). Valeur la plus haute : 195 k€ en 2024 ; la plus basse : 1 620 € en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	23 k€	8,8 %	3,1 ans	14 k€
2019	19 k€	14,8 %	1,5 ans	24 k€
2020	15 k€	11,4 %	1,5 ans	14 k€
2021	11 k€	13,4 %	0,8 ans	6 906 €
2022	6 205 €	17,5 %	0,3 ans	19 k€
2023	1 620 €	37,9 %	0 ans	128 k€
2024	195 k€	30,5 %	4,7 ans	284 k€
2025	191 k€	24,9 %	5,6 ans	80 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Manas	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 027 €	278 €	+270,1 %
Impôts locaux par habitant	497 €	314 €	+58,1 %
Frais de personnel par habitant	124 €	274 €	−54,8 %
Investissement par habitant	430 €	200 €	+115,1 %
Taux d'épargne brute	24,9 %	24,6 %	
Capacité de désendettement	5,6 ans	0,7 ans	

Jumelles : Cisai-Saint-Aubin (61), Monlezun-d'Armagnac (32), Cléry-le-Petit (55), Malicornay (36), Gondenans-Montby (25), Châtres (24), Bagneux (36), Saint-Aulais-la-Chapelle (16), Neuville (19), Saint-Pardoux-et-Vielvic (24). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	203	186	−8,4 %	+2,4 %
Dette par habitant	94 €	1 027 €	+993 %	−30 %
Impôts locaux par habitant	310 €	497 €	+60,6 %	+29,5 %
Frais de personnel par habitant	84 €	124 €	+47,2 %	+20,2 %
Taux d'épargne brute	14,8 %	24,9 %	+10,1 points	+1,7 point
Capacité de désendettement	1,5 ans	5,6 ans	+4,1 ans	−1,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 758 €		2 733 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Manas	Comparaison
Habitants (2023)	180	−4,3 % depuis 2012 (département : +6,7 %)
65 ans ou plus (2023)	29,8 %	département : 23,4 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,8 pour 100 habitants	département : 4
Salariés du secteur privé (2025)	1	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

60 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 35 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,1 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	21,3 %	8,3 %	6,6 %	33,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	42,6 %	15,2 %	20,1 %	48,1 %
Professions intermédiaires	6,6 %	27,7 %	26,4 %	0 %
Employés	14,8 %	24,7 %	26,1 %	18,5 %
Ouvriers	14,8 %	21,9 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Drôme (26)) : 18 443 au moins, dont 41,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	2 366	26,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 714	33,6 %
Serveurs de cafés restaurants	660	54,5 %
Vendeurs en produits alimentaires	516	26,9 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	490	7,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	461	41,6 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	402	22,6 %
Maraîchers et horticulteurs	378	51,1 %
Employés de l'hôtellerie	364	32,7 %
Ouvriers du conditionnement, du tri et de l'emballage	359	20,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Manas
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	56 k€ pour 1 projet
Par habitant	299 € (communes de même taille : 260 € ; département : 184 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	16,4 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.